

Contribution de l'AOTA à la consultation publique sur les modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée.

Par la présente, l'Association des Opérateurs Télécoms Alternatifs souhaite porter à la connaissance de l'ARCEP ses observations concernant les modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et de services à valeur ajoutée.

Contexte: les opérateurs de télécommunication de l'AOTA fournissent aux entreprises et aux particuliers des services de télécommunications en exploitant des réseaux en propre et en complétant leur couverture géographique en souscrivant à des offres de collectes passives et actives auprès de tiers.

L'AOTA n'a pas souhaitée apporter de réponses à toutes les questions, la plupart des sujets ayant fait l'objet de travaux concertés avec bon nombre de parties prenantes aboutissant à des propositions de décisions proportionnées sur le marché entreprise.

Cependant, sur les questions suivantes, nous exprimons la voix de nos membres mais également des clients finals avec lesquels nos membres ont des relations de proximité prononcées :

A la question 8, concernant les obligations relatives à la gestion des abus de portage, il est considéré que "L'Autorité précise par ailleurs d'une part, que, lorsqu'un abus de portage est avéré, l'opérateur donneur ne peut facturer des frais de rétablissement de l'accès à l'utilisateur et, d'autre part, que l'opérateur donneur doit intervenir dans les 7 jours ouvrés suivant la constatation par l'utilisateur de la perte de son accès,".

L'AOTA considère que le marché entreprise ne peut en aucun cas supporter des délais aussi long pour le rétablissement de l'accès à l'utilisateur et préconise des délais plus courts pour ce segment de marché. Nous recommandons que l'opérateur donneur soit obligé au rétablissement complet en 2 jours ouvrés et non contraint à une simple intervention sans garantie de résultat en 7 jours ouvrés dans le contexte du marché entreprise.